



Département
de l'Essonne
Arrondissement d'Evry-
Courcouronnes

VILLE DE DRAVEIL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DCM 23 10 091

Service :
Affaire suivie par :
Nomenclature :
Objet :

Urbanisme
D. DEZORET
3.5 actes de gestion du domaine public
Avenant n°1 à la convention de transfert de gestion d'une emprise de terrain appartenant à l'AP-HP (parcelles AY 7, AY 8 et AY 23)

L'an deux mille vingt-trois, le 02 octobre à 19h00, le Conseil municipal de la commune de Draveil, légalement convoqué le 26 septembre, s'est assemblé dans la salle du théâtre Donald Cardwell de Draveil, sous la présidence de Monsieur Richard PRIVAT, Maire.

Le Maire

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Art R421-1 du Code de Justice Administrative : La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-2 du CJA : Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. La date du dépôt de la demande à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-3 du CJA : Toutefois, l'intéressé n'est forcé qu'après un délai de deux mois à compter du jour de la notification d'une décision expresse de rejet :

1° Dans le contentieux de l'excès de pouvoir, si la mesure sollicitée ne peut être prise que par décision ou sur avis des assemblées locales ou de tous autres organismes collégiaux ;

2° Dans le cas où la réclamation tend à obtenir l'exécution d'une décision de la juridiction administrative.

Art R421-4 du CJA : les dispositions des articles R421-1 à R421-3 ne dérogent pas aux textes qui ont introduit des délais spéciaux d'une autre durée.

Art R421-5 du CJA : Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la

Présents : 29

M. PRIVAT, M. ROUSSET, Mme JOURDANNEAU-FORT, M. BATTESTI, Mme DONCARLI, M. PHILIPPE, Mme BOUBY, M. GUIN, M. BARRANCO, Mme ARNAUD, M. DAFI, Mme ZOURHDI, Mme HIDRI, Mme TZAREWSKY, M. MABROUK, M. RAGUENES, M. GIOVANNACCI, Mme PAYEUR, Mme BREDIN, Mme BAUCE, M. PAQUET, Mme ALBORGHETTI, Mme CHANARD, M. CHARDEY, Mme LANDRAU, Mme BELLAY, M. GUIGNARD, M. DAMERVAL, M. CHARDONNET

Absents, Excusés, Représentés : 5

Mme BOERI-CHARLES Gabrielle représentée par François GUIGNARD, M. BOUILLET représenté par M. CHARDONNET, Mme CHEVEREAU représentée par Mme JOURDANNEAU-FORT, Mme MATSA représentée par M. DAFI, M. SAINT-JULIEN représenté par M. PAQUET

Absents, Excusés, non Représentés : 1

M. LEMAITRE

Secrétaire : Aurore TZAREWSKY

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les délibérations DCM 22 12 128 du Conseil municipal du 13 décembre 2022 et DCM 23 03 036 du Conseil municipal du 16 mars 2023 concernant le transfert de gestion d'une emprise de terrain appartenant à l'AP-HP (parcelles AY 7 et AY 8) sise à Draveil (91210) rue du Port aux Malades,

VU le projet d'avenant ci-joint incluant dans le transfert de gestion la parcelle cadastrée AY 23, d'une superficie de 1 525 m² environ, portant ainsi la surface totale, objet du transfert de gestion, à 14 439 m² environ.

VU le plan parcellaire ci-joint,

VU l'avis favorable de la Commission « Travaux, aménagements des quartiers, urbanisme, commerces » du 21 septembre 2023,

CONSIDERANT que cet avenant a pour objet unique de modifier l'emprise

notification de la décision.

Notification le
Publication le
Transmission en préfecture le

04.10.2023



de terrain afin d'inclure la parcelle AY 23 sur laquelle se trouve une surface recouverte d'un enrobé et pouvant donc être affectée par la commune à un parking destiné aux activités de loisirs prévues par la convention initiale signée entre la commune de Draveil et l'AP-HP,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

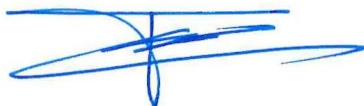
APPROUVE les termes de l'avenant ci-joint,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer cet avenant ainsi que tout document s'y afférant,

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre les membres présents,
Expédition certifiée conforme.*

Fait à Draveil, le 03 OCT 2023

Aurore TZAREWSKY
Secrétaire de séance



Richard PRIVAT
Maire de Draveil

